



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 64.095/VR
du 25 septembre 2018

sur

un avant-projet d'ordonnance
de la Commission
communautaire commune
'portant assentiment de
l'Accord de coopération du
[Date] entre la Région de
Bruxelles-Capitale et la
Commission Communautaire
commune portant sur la
désignation d'un intégrateur de
services commun pour
l'échange électronique de
données'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 64.095/VR
van 25 september 2018

over

een voorontwerp van
ordonnantie van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie
'houdende instemming met het
samenwerkingsakkoord van
[Datum] tussen het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest en de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie
betreffende de aanstelling van
een gemeenschappelijke
dienstenintegrator voor de
elektronische uitwisseling van
gegevens'

Le 26 juillet 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par les Ministres, Membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune, compétents pour la politique de la Santé, la Fonction publique, les Finances, le Budget, le Patrimoine et les Relations extérieures à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit jusqu'au 11 septembre 2018^{*}, et prorogé jusqu'au 26 septembre 2018[†], sur un avant-projet d'ordonnance 'portant assentiment de l'Accord de coopération du [Date] entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission Communautaire commune portant sur la désignation d'un intégrateur de services commun pour l'échange électronique de données'.

L'avant-projet a été examiné par les chambres réunies le 25 septembre 2018. Les chambres réunies étaient composées de Jo BAERT, président de chambre, président, Martine BAGUET, président de chambre, Jeroen VAN NIEUWENHOVE, Bernard BLERO, Wanda VOGEL et Koen MUYLLE, conseillers d'État, Astrid TRUYENS, greffier, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Les rapports ont été présentés par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section et Tim CORTHAUT, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Koen MUYLLE, conseiller d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 septembre 2018.

^{*} Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

[†] Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85bis.

Op 26 juli 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Ministers, Leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, het Openbaar Ambt, de Financiën, de Begroting, het Patrimonium en de Externe Betrekkingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege verlengd tot 11 september 2018,^{*} en verlengd tot 26 september 2018,[†] een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie ‘houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van [Datum] tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de aanstelling van een gemeenschappelijke dienstenintegrator voor de elektronische uitwisseling van gegevens’.

Het voorontwerp is door de verenigde kamers onderzocht op 25 september 2018. De verenigde kamers waren samengesteld uit Jo BAERT, kamervoorzitter, voorzitter, Martine BAGUET, kamervoorzitter, Jeroen VAN NIEUWENHOVE, Bernard BLERO, Wanda VOGEL en Koen MUYLLE, staatsraden, Astrid TRUYENS, griffier, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

De verslagen zijn uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd en Tim CORTHAUT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Koen MUYLLE, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 25 september 2018.

*

^{*} Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege wordt verlengd met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

[†] Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85bis.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet [‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

PORTÉE DE L'AVANT-PROJET ET DE L'ACCORD DE COOPÉRATION

1.1. L'avant-projet d'ordonnance a pour objet de porter assentiment, en ce qui concerne la Commission communautaire commune, à l'accord de coopération du [date] entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission [c]ommunautaire commune 'portant sur la désignation d'un intégrateur de services commun pour l'échange électronique de données'.

1.2. Pour l'essentiel, cet accord de coopération élargit le champ d'application de l'ordonnance du 8 mai 2014 de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant création et organisation d'un intégrateur de services régional' (ci-après : l'ordonnance intégrateur de services) à la Commission communautaire commune.

L'article 1^{er} de l'accord de coopération porte les définitions.

L'article 2 désigne le Centre d'Informatique pour la Région Bruxelloise (CIRB) comme intégrateur de services commun pour la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune.

L'article 3, § 1^{er}, énumère toutes les entités de la Commission communautaire commune qui entrent dans le champ d'application de l'ordonnance. L'article 3, § 2, rend les dispositions de l'ordonnance intégrateur de services applicables dans le cadre de l'accord de coopération. L'article 3, §§ 3 et 4, érige formellement la Commission communautaire commune en « service public participant » ¹ au sens de l'article 2, 10^o, de l'ordonnance. L'article 3, §§ 5 à 12, contient un certain nombre de modalités spécifiques d'application de l'ordonnance aux institutions et organes de la Commission communautaire commune.

L'article 4 comporte quelques mesures particulières destinées à mettre également la Commission de contrôle bruxelloises au service de la Commission communautaire commune.

L'article 5 concerne le règlement des litiges.

L'article 6 règle l'entrée en vigueur et la durée de l'accord.

[‡] S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Voir l'observation 5.2 [en ce qui concerne le texte néerlandais].

COMPÉTENCE DE L'AUTEUR DE L'AVANT-PROJET

2.1. Comme le Conseil d'État, section de législation, l'a déjà précisé, un accord de coopération est nécessaire pour permettre à la Commission communautaire commune d'utiliser pleinement l'intégrateur de services régional.

Sur ce point, l'avis n° 62.070/1 a mentionné ce qui suit :

« 3.3. Les articles 69, § 3, 72, §§ 2 à 6, 73, §§ 2 à 4, 74, § 1^{er}, 75, 78, § 2, 79, § 2, et 80, du projet confient certaines missions, soit à l'intégrateur de services régional visé au chapitre 3 de l'ordonnance du 8 mai 2014 'portant création et organisation d'un intégrateur de service régional', soit à la Commission de contrôle bruxelloise visée au chapitre 7 de la même ordonnance. Certes, cette ordonnance prévoit que les organes régionaux précités peuvent également remplir leurs missions à l'égard de 'toute autre institution qui le souhaite' ². Toutefois, cette dernière disposition implique que lorsque ces organes exercent leurs missions à l'égard des autres institutions visées, ils sont également tenus de le faire dans le cadre juridique que l'ordonnance précitée a créé à cet effet. Si des conventions ou des protocoles d'accord peuvent être conclus à cet égard entre les organes et institutions concernés, il n'en demeure par moins que ces conventions ne peuvent avoir pour seul objet de régler les modalités de l'exercice des missions légales existantes des organes précités à l'égard de ces institutions. Les dispositions précitées du projet vont toutefois bien plus loin en confiant directement, de manière unilatérale, aux organes régionaux précités des missions et des compétences qui doivent être considérées, dans le chef de ces organes, comme complémentaires à leurs missions et compétences légales existantes. Pareil procédé ne peut se concrétiser du point de vue de la répartition des compétences. En ce qui concerne l'attribution de ces missions supplémentaires, un accord de coopération doit être conclu entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune, en application de l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980. On omettra dès lors les dispositions concernées du projet » ³.

L'accord de coopération à l'examen comble cette lacune.

2.2. En principe, toutes les parties à un accord de coopération doivent contribuer au projet commun. L'existence d'un lien de proportionnalité raisonnable est dès lors nécessaire entre le coût des obligations liées aux compétences apportées par chacune des parties et leur financement par celles-ci ⁴. L'accord de coopération à l'examen ne contient pas de disposition

² Note de bas de page n° 2 de l'avis cité : Voir, en ce qui concerne l'intégrateur de services régional, notamment l'article 8, alinéa 2, de l'ordonnance et, en ce qui concerne la Commission de contrôle bruxelloise, notamment les articles 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 33, alinéa 1^{er}, plus particulièrement la référence aux « services publics participants » définis à l'article 2, 10°, de l'ordonnance.

³ Avis n° 62.070/1 donné le 20 octobre 2017 sur un avant-projet devenu l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 14 juin 2018 'relative à l'aide d'urgence et à l'insertion des personnes sans abri'.

⁴ Voir entre autres l'avis n° 35.864/VR donné le 7 octobre 2003 sur un avant-projet devenu le décret de la Communauté flamande du 20 mai 2005 'houdende instemming met de Overeenkomst van 4 april 2003 tussen de Federale Overheid en de Gewesten met het oog op de verwezenlijking van het programma van het Gewestelijk Expresnet van, naar, in en rond Brussel', *Doc. parl.*, Parl. fl., 2004-05, n° 200/1; l'avis n° 41.932/VR donné le 22 janvier 2007 sur un avant-projet devenu la loi du 10 mai 2007 'portant assentiment à l'accord de coopération du 13 décembre 2006 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune portant sur l'organisation et le financement de l'offre restauratrice visée à la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait', observation 3.3, *Doc. parl.*, Sénat, 2006-07, n° 3-2085/1; l'avis n° 44.897/VR donné le 19 août 2008 sur un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la

explicite concernant le financement. Néanmoins, le régime à l'examen peut se réaliser si l'élargissement au Collège réuni du champ d'application de l'article 20 de l'ordonnance intégrateur de services par l'article 3, § 11, de l'accord de coopération s'interprète en ce sens que l'intégrateur de services n'interviendra pour la Commission communautaire commune que dans la mesure où le Collège réuni assure la mise à disposition des moyens nécessaires à cette fin.

FORMALITÉS PRÉALABLES

3.1. L'accord budgétaire fait défaut.

3.2 Conformément à l'article 4, § 3, de l'ordonnance du 23 décembre 2016 'portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission communautaire commune', « [c]haque Membre du Collège évalue tout projet d'acte législatif ou réglementaire au regard du principe de *handistreaming*, en concertation avec le coordinateur de l'Administration concernée par ledit projet d'acte. Si un tel projet a une incidence sur la situation des personnes handicapées, le [m]embre du Collège l'expose dans une note au Collège et propose des mesures de correction si nécessaire, permettant leur pleine et effective participation à la société ». Il ne ressort pas des pièces que cette évaluation a eu lieu.

3.3. L'objectif poursuivi par l'accord de coopération est de faciliter l'échange électronique d'informations, dont des données à caractère personnel de personnes physiques. L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE' (règlement général sur la protection des données), combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de ce règlement, prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données'⁵, dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement. Il s'impose par conséquent de recueillir encore l'avis de l'Autorité de protection des données avant de pouvoir déposer l'ordonnance d'assentiment en projet à l'Assemblée réunie.

3.4. Si les formalités susmentionnées devaient encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à la section de législation, conformément à la prescription de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État.

Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française et la Région wallonne en matière de lutte contre le tabagisme', observation n° 2.

⁵ Au 25 mai 2018, l'Autorité de protection des données a succédé à la Commission pour la protection de la vie privée (voir les articles 3 et 110 de la loi du 3 décembre 2017). Les membres de la Commission de la protection de la vie privée exercent toutefois les missions et les compétences de l'Autorité de protection des données entre le 25 mai 2018 et la date à laquelle les membres du Comité de direction de l'Autorité de protection des données auront prêté serment et signé une déclaration d'absence de conflits d'intérêts (article 114 de la loi du 3 décembre 2017).

EXAMEN DE L'ACCORD DE COOPÉRATION

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

- 4.1. L'accord de coopération n'est pas subdivisé en chapitres et sections dans la suite du texte. Par conséquent, il y a lieu d'omettre les intertitres pour le chapitre I^{er} et la section 1^{re}.
- 4.2. Les dispositions en projet visent constamment des dispositions de l'ordonnance du 8 mai 2014. À cet égard, il faudra cependant ajouter chaque fois les mots « de l'ordonnance intégrateur de services » après le numéro de l'article.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 3

- 5.1. L'article 3, §§ 5 à 12, de l'accord de coopération définit un certain nombre de modalités pour l'application des dispositions de l'ordonnance intégrateur de services à la Commission communautaire commune. Dès lors, on reformulera l'article 3, § 2, de l'accord de coopération comme suit :
- « Sans préjudice des modalités définies aux §§ 5 à 12, toutes les dispositions de l'ordonnance intégrateur de services sont d'application... ».
- 5.2. Dans le texte néerlandais, on remplacera les mots « deelnemende openbare dienst » par les mots « participerende overheidsdienst » afin de se conformer à la terminologie de l'ordonnance.
- 5.3. Ce n'est pas seulement la Commission communautaire commune qui doit être considérée comme « service public participant », mais toutes les entités visées à l'article 3, § 1^{er}, de l'accord de coopération.
- 5.4. Dans le texte néerlandais de l'article 3, § 5, on remplacera le sigle « CIBG » par les mots « Centrum voor Informatica voor het Brussels Gewest ».

Article 6

- 6.1. Selon le texte néerlandais de l'article 6, deuxième phrase, de l'accord de coopération, ce dernier entre en vigueur « tijdens de maand die volgt op het instemmen met voorliggend akkoord ». Le texte ne fixe donc pas de date d'entrée en vigueur, mais une période. Le texte français (« dans le mois ») vise pour sa part une date ultime et non un moment précis. Il faut remédier à l'insécurité juridique qui résulte de ces formulations en faisant référence à une date précise.

6.2. Il est également rappelé que l'entrée en vigueur de l'accord de coopération suppose que toutes les parties y aient préalablement donné assentiment, que les actes d'assentiment aient été publiés au *Moniteur belge* et qu'ils soient entrés en vigueur⁶.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET D'ORDONNANCE D'ASSENTIMENT

Article 1^{er}

7. Dans le texte français de l'article 1^{er} de l'avant-projet, on remplacera les mots « Articler 1. » par les mots « Article 1^{er} ».

Article 3

8. Comme l'accord de coopération règle lui-même son entrée en vigueur, il n'a guère de sens de fixer une date d'entrée en vigueur distincte dans l'ordonnance d'assentiment en projet. Il y a lieu, dès lors, d'omettre l'article 3 de l'avant-projet.

*

⁶ Voir en ce sens l'avis n° 64.089/VR donné le 26 septembre 2018 sur un avant-projet de décret de la Communauté flamande 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de mobiliteitshulpmiddelen', point 12.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp[‡], de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

STREKKING VAN HET VOORONTWERP EN VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD

1.1. Het voorontwerp van ordonnantie strekt tot instemming, wat de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreft, met het samenwerkingsakkoord van [datum] tussen het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ‘betreffende de aanstelling van een gemeenschappelijke dienstenintegrator voor de elektronische uitwisseling van gegevens’.

1.2. Met dat samenwerkingsakkoord wordt in essentie het toepassingsgebied van de ordonnantie van 8 mei 2014 van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest ‘betreffende de oprichting en organisatie van een gewestelijke dienstenintegrator’ (hierna: de ordonnantie dienstenintegrator) uitgebreid tot de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Artikel 1 van het samenwerkingsakkoord omvat de definities.

Artikel 2 wijst het Centrum voor Informatica voor het Brussels Gewest (CIBG) aan als de gezamenlijke dienstenintegrator voor het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Artikel 3, § 1, omschrijft alle entiteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die onder het toepassingsgebied van de ordonnantie worden gebracht. Artikel 3, § 2, maakt de bepalingen van de ordonnantie dienstenintegrator van toepassing in het kader van het samenwerkingsakkoord. Artikel 3, §§ 3 en 4, maakt de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie formeel tot “deelnemende openbare dienst” (lees: “participerende overheidsdienst”)¹ in de zin van artikel 2, 10°, van de ordonnantie. Artikel 3, §§ 5 tot 12, bevat een aantal specifieke toepassingsregels voor de ordonnantie op de instellingen en organen van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Artikel 4 bevat enkele bijzondere maatregelen teneinde de Brusselse Controlecommissie ook ten dienste te stellen van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Artikel 5 regelt de geschillenbeslechting.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van ordonnantie gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere normen verstaan.

¹ Zie opmerking 5.2.

Artikel 6 regelt de inwerkingtreding en de duur van de overeenkomst.

BEVOEGDHEID VAN DE STELLER VAN HET VOORONTWERP

2.1. Zoals de Raad van State, afdeling Wetgeving, al verduidelijkte is een samenwerkingsakkoord noodzakelijk om de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie in staat te stellen ten volle gebruik te maken van de gewestelijke dienstenintegrator.

In advies 62.070/1 werd daarover het volgende uiteengezet:

“3.3. In de artikelen 69, § 3, 72, §§ 2 tot 6, 73, §§ 2 tot 4, 74, § 1, 75, 78, § 2, 79, § 2, en 80 van het ontwerp worden bepaalde opdrachten toegekend aan hetzij de gewestelijke dienstenintegrator bedoeld in hoofdstuk 3 van de ordonnantie van 8 mei 2014 ‘betreffende de oprichting en organisatie van een gewestelijke dienstenintegrator’, hetzij de Brusselse Controlemcommissie bedoeld in hoofdstuk 7 van dezelfde ordonnantie. Weliswaar voorziet die ordonnantie erin dat de voornoemde gewestelijke organen hun opdrachten ook kunnen vervullen ten aanzien van “elke andere instelling die dit wenst”.² Dit laatste impliceert evenwel dat wanneer die organen hun opdrachten uitoefenen ten aanzien van bedoelde andere instellingen, zij dat ook dienen te doen binnen het juridische kader dat daarvoor is gecreëerd in de voornoemde ordonnantie. Dienaangaande kunnen weliswaar overeenkomsten of protocolakkoorden worden gesloten tussen de betrokken organen en instellingen, doch die overeenkomsten kunnen er enkel toe strekken de uitoefening van de bestaande wettelijke opdrachten van de voornoemde organen ten aanzien van die instellingen nader te regelen. De voornoemde bepalingen van het ontwerp gaan evenwel een stuk verder en kennen op eenzijdige wijze rechtstreeks opdrachten en bevoegdheden toe aan de voornoemde gewestelijke organen, die in hoofde van die organen te beschouwen zijn als aanvullend ten opzichte van hun bestaande wettelijke opdrachten en bevoegdheden. Een dergelijke werkwijze kan vanuit bevoegdheidsrechtelijk oogpunt geen doorgang vinden. Voor het toewijzen van die bijkomende opdrachten dient een samenwerkingsakkoord te worden gesloten tussen het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, met toepassing van artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. De betrokken bepalingen dienen dan ook uit het ontwerp te worden weggelaten.”³

Het voorliggende samenwerkingsakkoord vult die lacune.

2.2. Alle partijen bij een samenwerkingsakkoord moeten in beginsel bijdragen tot het gezamenlijk project. Er dient daarom een redelijk evenredigheidsverband te bestaan tussen de kost van de verplichtingen die verband houden met de ingebrachte bevoegdheden door elk van de partijen en de financiering ervan door hen.⁴ Het voorliggende samenwerkingsakkoord bevat geen

² Voetnoot 2 van het aangehaalde advies: Zie, wat de gewestelijke dienstenintegrator betreft, inzonderheid artikel 8, tweede lid, van de ordonnantie en, wat de Brusselse Controlemcommissie betreft, inzonderheid de artikelen 32, § 1, eerste lid, en 33, eerste lid, meer bepaald de verwijzing naar “de deelnemende openbare diensten” zoals gedefinieerd in artikel 2, 10°, van de ordonnantie.

³ Adv.RvS 62.070/1 van 20 oktober 2017 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14 juni 2018 ‘betreffende de noodhulp aan en de inschakeling van daklozen’.

⁴ Zie onder meer adv.RvS 35.864/VR van 7 oktober 2003 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van het Vlaamse Gewest van 20 mei 2005 ‘houdende instemming met de Overeenkomst van 4 april 2003 tussen de Federale Overheid en de Gewesten met het oog op de verwezenlijking van het programma van het Gewestelijk

expliciete bepaling inzake de financiering. Niettemin kan de voorliggende regeling doorgang vinden indien de uitbreiding van artikel 20 van de ordonnantie dienstenintegrator tot het Verenigd College bij artikel 3, § 11, van het samenwerkingsakkoord zo wordt begrepen dat de dienstenintegrator slechts zal optreden voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie in zoverre het Verenigd College daartoe de middelen ter beschikking stelt.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

3.1. Het begrotingsakkoord ontbreekt.

3.2. Overeenkomstig artikel 4, § 3, van de ordonnantie van 26 december 2016 'houdende integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie' evalueert elke collegelid "elk ontwerp van wetgevende of regelgevende akten vanuit het oogpunt van *handistreaming*, in overleg met de coördinator van de Administratie waarop het ontwerp van akte betrekking heeft. Als een dergelijk ontwerp een weerslag heeft op de situatie van personen met een handicap, dan geeft het Collegelid dat aan in een nota aan het College en stelt correctiemaatregelen voor indien nodig, waarbij hun volwaardige en effectieve deelname aan de maatschappij mogelijk wordt." Uit de stukken blijkt niet dat die evaluatie heeft plaatsgevonden.

3.3. De doelstelling van het samenwerkingsakkoord is het vergemakkelijken van de elektronische uitwisseling van gegevens, waaronder ook persoonsgegevens van natuurlijke personen. Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)', gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van die verordening, voorziet in een verplichting om de toezichthoudende autoriteit, in dit geval de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 'tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit',⁵ te raadplegen bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel in verband met

Expresnet van, naar, in en rond Brussel', *Parl.St.* VI.Parl. 2004-05, nr. 200/1; adv.RvS 41.932/VR van 22 januari 2007 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 10 mei 2007 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 13 december 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de organisatie en de financiering van het herstelrechtelijk aanbod bedoeld in de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade', opmerking 3.3, *Parl.St.* Senaat 2006-07, nr. 3-2085/1; adv.RvS 44.897/VR van 19 augustus 2008 over een voorontwerp van wet 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie, en het Waalse Gewest over de bestrijding van het tabaksgebruik', opm. 2.

⁵ De Commissie voor de persoonlijke levenssfeer is vanaf 25 mei 2018 opgevolgd door de Gegevensbeschermingsautoriteit (zie de artikelen 3 en 110 van de wet van 3 december 2017). De leden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer oefenen evenwel de taken en de bevoegdheden van de Gegevensbeschermingsautoriteit uit tussen 25 mei 2018 en de dag waarop de leden van het directiecomité van de Gegevensbeschermingsautoriteit de eed afleggen en een verklaring ondertekenen dat er geen belangenconflicten zijn (artikel 114 van de wet van 3 december 2017).

verwerking. Het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit moet bijgevolg nog worden ingewonnen vooraleer de ontworpen instemmingsordonnantie in de Verenigde Vergadering kan worden ingediend.

3.4. Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst ten gevolge van de voornoemde vormvereisten nog wijzigingen zou ondergaan, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen, ter inachtneming van het voorschrift van artikel 3, § 1, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd.

ONDERZOEK VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD

ALGEMENE OPMERKINGEN

4.1. Het samenwerkingsakkoord is niet verder opgedeeld in hoofdstukken en afdelingen. De tussentitels voor hoofdstuk I en afdeling 1 moeten bijgevolg worden weggelaten.

4.2. In de ontworpen bepalingen wordt voortdurend beoogd te verwijzen naar bepalingen van de ordonnantie van 8 mei 2014. Daarbij moet echter telkens achter het artikelnummer de woorden “van de ordonnantie dienstenintegrator” worden ingevoegd.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 3

5.1. In artikel 3, §§ 5 tot 12, van het samenwerkingsakkoord worden een aantal nadere regels bepaald voor de toepassing van de bepalingen van de ordonnantie dienstenintegrator op de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. Bijgevolg moet artikel 3, § 2, van het samenwerkingsakkoord als volgt worden geformuleerd:

“Onverminderd de nadere regels bepaald in §§ 5 tot 12, zijn alle bepalingen van de ordonnantie dienstenintegrator van toepassing...”

5.2. In de Nederlandse tekst moeten de woorden “deelnemende openbare dienst” worden vervangen door de woorden “participerende overheidsdienst” om aan te sluiten bij de terminologie van de ordonnantie.

5.3. Het is niet enkel de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die als “participerende overheidsdienst” moet worden aangemerkt, maar alle entiteiten bedoeld in artikel 3, § 1, van het samenwerkingsakkoord.

5.4. In de Nederlandse tekst van artikel 3, § 5, moet het woord “CIBG” worden vervangen door de woorden “Centrum voor Informatica voor het Brussels Gewest”.

Artikel 6

6.1. Volgens de Nederlandse tekst van artikel 6, tweede zin, van het samenwerkingsakkoord treedt het samenwerkingsakkoord in werking “tijdens de maand die volgt op het instemmen met voorliggend akkoord”. Daarmee wordt geen datum van inwerkingtreding bepaald, maar een tijdvak. In de Franse tekst (“dans le mois”), wordt dan weer naar een uiterste tijdstip verwezen en niet naar een bepaald tijdstip. De rechtsonzekerheid die voortvloeit uit die formulering moet worden opgelost door te verwijzen naar een precieze datum.

6.2. Er wordt eveneens aan herinnerd dat de inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord veronderstelt dat alle partijen op voorhand met dat akkoord hebben ingestemd, dat de instemmingsakten bekendgemaakt zijn in het *Belgisch Staatsblad* en dat deze in werking getreden zijn.⁶

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP VAN INSTEMMINGSORDONNANTIE

Artikel 1

7. In de Franse tekst van artikel 1 van het voorontwerp moeten de woorden “Articler 1.” worden vervangen door de woorden “Article 1^{er}”.

Artikel 3

8. Aangezien de inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord in het samenwerkingsakkoord zelf wordt geregeld, heeft het geen zin om een afzonderlijke datum van inwerkingtreding te bepalen voor de ontworpen instemmingsordonnantie. Artikel 3 van het voorontwerp moet dan ook worden weggelaten.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Astrid TRUYENS

Jo BAERT

⁶ Zie in die zin advies 64.089/VR, op 26 september 2018 gegeven over een voorontwerp van decreet van de Vlaamse Gemeenschap ‘houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de mobiliteitshulpmiddelen’, punt 12.